



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 10/04/2026

Reçu en préfecture le 10/04/2026

Publié le

ID : 062-286200027-20260407-2026\_09-DE



# DÉLIBÉRATION

2026/09

## CREATION D'UNE NOUVELLE PRESTATION

### « AUDIT PAIE »

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 7 Avril 2026 à 9 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. René HOCQ, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

#### Etaient présents :

Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

#### Etaient absents ou excusés :

M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELECOURT, Délégué du Comité syndical du SIVOM de l'Artois – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.



**Vu** le Code Général de la Fonction Publique ;

**Vu** l'article L452-40 dudit code qui précise « *En sus des missions mentionnées aux sous-sections 1 et 2, les Centres de Gestion peuvent assurer à la demande des collectivités et établissements mentionnés à l'article L. 452-1 et situés dans leur ressort territorial, toute tâche administrative complémentaire ainsi que les missions suivantes :*

1° Conseils en organisation, notamment en matière d'emploi et de gestion des ressources humaines;

2° *Conseils juridiques* ;  
3° *Archivage et numérisation.* »

Envoyé en préfecture le 10/04/2026

Reçu en préfecture le 10/04/2026

Publié le

ID : 062-286200027-20260407-2026\_09-DE



**Vu** le décret 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux Centres de Gestion institués par la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

Le Président rappelle que par délibération en date du 10 décembre 2024, le Conseil d'Administration a décidé de la création du service « SOS Paie » et ceci en complément du service « Paie à façon » mis en place depuis le 01<sup>er</sup> janvier 2023.

Ainsi, en complément des prestations ci-dessus mises en place, il est apparu nécessaire de mettre à disposition des collectivités et établissements, l'expertise du Centre de Gestion en matière de rémunération et de confection des bulletins de salaire.

En effet, dans un contexte de perpétuelles évolutions de la législation sociale, la fiabilisation des salaires et la sécurisation des données transmises aux différents organismes par la DSN devient un enjeu majeur pour les collectivités afin d'anticiper les contrôles (URSSAF, Chambre Régionale des Comptes) et de réduire les risques de contentieux.

Fort de son expérience en la matière, le Centre de Gestion entend proposer une nouvelle prestation d'audit de paie pour permettre aux collectivités et établissements de fiabiliser leurs éléments de paie grâce aux conseils et l'œil avisé de nos experts, qui interviennent dans les missions « SOS Paie » et « Paie à façon », garantissant par là même une maîtrise des informations nécessaires à la confection des bulletins de paie.

Basé sur une analyse minutieuse de vos éléments, cet audit vise à s'assurer de la conformité des salaires émis aux règlementations sociales et fiscales en vigueur.

Cette nouvelle prestation « Audit paie » vient donc en sus des prestations déjà existantes et permet de compléter notre offre de services sur ce sujet.

Il vous est donc proposé la convention jointe en annexe à la présente pour validation.

Ladite mission sera réalisée au Centre de Gestion après transmission des éléments nécessaires et la restitution de la prestation sera effectuée dans les locaux de la collectivité ou de l'établissement demandeur.

Le tarif de la mission est fixé comme suit :

↳ Tarification de la prestation après acceptation du devis réalisé par le CDG : 240 € la demi-journée de 3 heures pour la prestation d'audit.

Les réunions de cadrage et de restitution ne donnent pas lieu à facturation. Seul l'examen des éléments de rémunération donnera lieu à facturation comme évoqué ci-dessus.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *VALIDE* la création de la nouvelle mission « Audit Paie » ;
- ♦ *APPROUVE* la convention de gestion du service « Audit Paie ».

Ainsi fait et délibéré en séance,  
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 7 avril 2026

Le Président,

René HOCQ